

Patrick Hetzel, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR), a tenu une conférence lors de la convergence nationale du syndicat étudiant l'UNI il y a une dizaine de jours. Cette organisation étudiante gravite autour des partis d'extrême droite, ce que confirment son programme et ses actions et ce qu'illustre sa proximité avec *Reconquête* présidé par Éric Zemmour. Que faisait un ministre de la république en s'affichant dans la réunion d'une organisation d'extrême-droite ? Celle-ci a de plus une très faible représentativité, ce qui nous laisse penser que la décision du ministre relève d'un choix purement idéologique doublé d'une provocation.

De plus, contrairement à ce qui s'est fait dans les autres ministères, le nouveau ministre a pris contact très tardivement avec les organisations syndicales représentatives des personnels de l'ESR, les audiences n'ont pas encore eu lieu. Cela est d'autant plus problématique que le débat budgétaire est engagé, avec 300 millions d'euros de coupes pour le secteur, s'ajoutant au gros coup de rabot de l'an dernier (près d'1 milliard). Manifestement, le ministre priorise la mise en valeur des thèmes de l'extrême-droite en palabrant avec un groupuscule extrémiste, plutôt que d'assumer son rôle auprès des syndicats représentant les personnels de son ministère, et cela en pleine crise budgétaire.

Cela ne fait que renforcer nos inquiétudes concernant sa nomination. En effet, dans l'ESR nous connaissions M. Hetzel comme directeur général de l'enseignement supérieur auprès de V. Pécresse (2008-2012). Il avait alors participé au déploiement de la loi LRU de 2007 (mise en place de « l'autonomie » des établissements), combattue par toute la communauté universitaire. Il est aujourd'hui nommé pour terminer le travail et accélérer l'acte II de l'autonomie que nous dénonçons et combattons.

Son travail parlementaire ne peut qu'alimenter nos inquiétudes concernant l'ESR. En effet, Il a voulu proposer une loi pour « *mettre fin à l'occupation illicite des locaux universitaires* », en réalité mettre fin aux franchises universitaires et empêcher toute mobilisation étudiante. Face aux réactions à Sciences Po Paris contre les massacres en Palestine, il a voulu mettre en place une « *commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur* ». Cette lubie se retrouve dans son premier acte en tant que ministre de l'ESR : une circulaire sur le « *maintien de l'ordre* » dans les universités. En réalité, il cherche à bâillonner les organisations de travailleur.ses ou d'étudiant-es et de les réduire au silence sur la tragédie palestinienne.

Ses votes à l'Assemblée Nationale sont une compilation de positions réactionnaires : contre le mariage pour tous, contre la PMA pour les couples de femmes et les femmes seules, contre la constitutionnalisation du droit à l'avortement, la centaine d'amendements qu'il a portés contre le projet de loi sur la fin de vie...

Nous entendons aussi la communauté scientifique qui dénonce ses positions anti-sciences dans lesquelles il a pu se compromettre comme député : défense de l'homéopathie, à contre-courant du consensus scientifique, interventions proches des thèses complotistes au moment de la pandémie COVID...

Comme tout ce gouvernement issu d'un hold-up électoral et qui ne tient que grâce au soutien tacite du Rassemblement National, il semble évident que les personnels et les usagèr.es méritent mieux que le projet réactionnaire et de casse porté par M. Hetzel. A l'inverse, nous revendiquons un service public national d'Enseignement supérieur et de Recherche laïque, démocratique et émancipateur.

Montreuil, Le 22 octobre 2024